

Rencontre avec les responsables de l'Education du Parti Socialiste et du candidat François Hollande à la Présidence de la République

Vendredi 6 Janvier au siège du PS

Pour le PS : Bruno Julliard et Jean Claude Delahaye

Pour le SIA : Jean Pierre Sollier, Michel Pinçon, Claude Desfray, Robert Prosperini

- Présentation des personnes, présentation du SIA, du syndicalisme des IA-IPR

La délégation du SIA rappelle notre attachement à la dénomination d'inspecteurs d'académie qui est le corps vivier des différentes fonctions ou des emplois occupés. C'est ce qui éclaire le titre du syndicat et sa caractéristique de syndicat général de tous les membres du corps.

Le SIA est totalement opposé à un « faux corps unique » d'inspecteur qui ne regrouperait que les IA et les IEN mais il juge intéressant d'envisager un corps unique d'inspection IEN premier degré, IEN second degré ET-EG-IO, IA-IPR, IGEN, voire IGAENR.

- Echange sur quelques grandes options pour le système éducatif

Premier degré : attachement aux premiers apprentissages et au rôle de l'école dès avant trois ans dans la socialisation.

Priorité partagé avec le PS qui vise suivant Bruno Julliard à accroître l'accueil des jeunes enfants y compris les moins de 3 ans à l'école maternelle.

Le PS et son candidat visent également la réforme des rythmes scolaires.

- Maillage des établissements, collation des grades, formation des enseignants, collège unique, internats d'excellence, adaptation et harmonisation des diplômes:

Pour les petits collèges - en dessous de 150 élèves - il faudrait envisager des réseaux. Des établissements de taille aussi réduite ne sont pas viables.

On sait également qu'un certain nombre de lycées ont été construits par pressions politiques des élus alors que les besoins du terrain n'étaient pas réels.

Le système éducatif de l'éducation nationale est conçu comme un ensemble cohérent, premier degré, second degré, formation professionnelle initiale (scolaire et apprentissage) et formation continue qui organise la collation des grades.

A ce système s'ajoute l'agriculture – Maisons familiales rurales et lycées agricoles et les titres et diplômes des autres ministères (santé, ...).

Pour l'ensemble du système se posent les problèmes importants de la Carte scolaire de la laïcité. Il faut également se poser la question des rythmes scolaires.

Pour l'enseignement privé les deux délégations s'accordent sur le risque de communautarisme sur lequel il faut se pencher.

Les deux délégations partagent également la même analyse :

- Sur la nécessité de restaurer une véritable formation des professeurs et sur l'organisation d'un pré-recrutement.
- Sur le collège unique, au sein duquel des digues ont sauté, l'orientation demeure une orientation par l'échec notamment vers la voie professionnelle. Ces points doivent être repris.
- Sur les internats d'excellence, un redéploiement à plus long terme serait à étudier. Si le dispositif fonctionne il n'en demeure pas moins très coûteux, il faudra donc analyser son impact réel sur l'amélioration du système au bénéfice des élèves de milieux sociaux défavorisés.
- sur le RNPC (compétences professionnelles), il faudra adapter la demande sociale des diplômes, unifier les certifications délivrées au nom de l'Etat (Diplômes, titres, ...)

Michel Pinçon fait observer par exemple que les certifications du ministère de la santé par exemple ne correspondent pas à celles de l'Education Nationale.

En fin de rencontre le SIA propose aux responsables du Parti socialiste de communiquer rapidement outre un compte rendu synthétique de la rencontre quelques propositions clefs :

- sur la modernisation du système éducatif,
- sur la restauration d'une institution prestigieuse – l'IHEEN (Institut des Hautes Etudes de l'Education Nationale qui n'a jamais vu réellement le jour - en remplacement d'une ESEN aux médiocres ambitions,
- sur la formation initiale et continue des enseignants,
- sur le suivi et l'évaluation des professeurs notamment les professeurs du second degré,
- sur le recrutement et la formation, la carrière, les missions, l'unité du corps des Inspecteurs d'Académie,
- sur le retour à une « gouvernance » au sein du système éducatif qui rende l'autorité aux responsables pédagogiques dans un ministère où l'administration doit impérativement rester au service de la pédagogie si l'on veut rendre le système performant et capable d'offrir à tous les élèves une réelle égalité des chances en accord avec les valeurs et la mission de l'école de la République.

Le principe d'une nouvelle rencontre sur les bases de ces propositions claires est retenu.

Michel PINCON, Robert PROSPERINI